

**AMBASSADE DE GRANDE BRETAGNE : DON DE 8 PC AU CIDDEF**

► **SON EXCELLENCE M. ANDREW HENDERSON ET SON ÉPOUSE AU CIDDEF**



L'ambassade de Grande Bretagne à Alger vient de faire don, de 8 ordinateurs au Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (Ciddef), hier, le diplomate britannique, Andrew Henderson, accompagné de son épouse, s'est rendu au siège du Ciddef, sis à Alger-Centre, où l'attendaient les représentants et responsables du Centre dont Nadia Aït Zaï la directrice, ainsi que quelques membres appartenant à des associations, implantées notamment à Tizi-Ouzou et El-Goléa.

M. Henderson, installé depuis près de 18 mois dans la capitale algérienne, a expliqué au journal Liberté que le don des ordinateurs s'inscrit dans le cadre de «l'aide à apporter à

la société civile», tout en promettant de poursuivre ce type d'initiative en direction des associations nationales.

Lors de la discussion, l'ambassadeur et sa femme ont manifesté un grand intérêt aux relations humaines. M. Henderson, pour sa part, a demandé des éclairages concernant la récente étude, sur la «connaissance des droits des femmes et des enfants en Algérie», initiée par le Ciddef et publiée à la fin du mois de février.

Il a beaucoup été question de la situation de la femme, de son intérêt ou non à la politique et de la participation des personnes de sexe féminin à la décision politique.

À la question de savoir si des changements peuvent interve-

nir en faveur des Algériennes, après l'élection présidentielle d'avril 2009, Me Ait Zaï a notamment répondu qu'outre la dernière étude, le Ciddef a déjà présenté des «propositions» ayant «suscité des débats sur les quotas (des femmes)»

Elle a aussi parlé de «l'existence d'une volonté politique, qui a été soutenue par 20 ans de combat des femmes» «Il y a la promesse de la loi organique, mais celle-ci doit être accompagnée par certaines révisions, dont la révision de la loi électorale», a ajouté la directrice du Ciddef, en annonçant que le centre a l'intention de réaliser «une étude sur l'intention de vote des femmes» ■

H.A

In Liberté du 11/03/2009